



Denis Sassou N'Guesso et Ramtane Lamamra

CRISE LIBYENNE

L'Algérie salue la médiation du Congo

Le ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a évoqué le 13 septembre, à Brazzaville, la détermination du président Denis Sassou N'Guesso, président du comité de haut niveau de l'Union africaine sur la crise en Libye, dans la recherche des solutions à ce conflit. « Nous avons fait, au cours de nos échanges, un point important relatif à la Libye. Je repars d'ici très encouragé par la détermination du président Denis Sassou N'Guesso de continuer à assumer, avec beaucoup de conviction, de dévouement, sa tâche exaltante de président de ce comité... », a-t-il déclaré.

Page 16

SANTÉ

La BDEAC appuie la lutte contre la Covid-19 en Centrafrique



Les deux parties lors de la signature de l'accord de financement/DR

La Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC) va octroyer à la République centrafricaine la somme de quinze milliards de francs CFA pour renforcer le système sanitaire national et lutter contre la pandémie du coronavirus (Covid-19). L'accord de prêt relatif à ce financement a été paraphé le 13 septembre à Brazzaville par le président de la BDEAC, Fortunato-Ofa Mbo Nchama, et le ministre d'Etat centrafricain chargé de l'Economie, Félix Moloua. « Cet accord de prêt, en appui à la RCA, symbolise une relance d'une coopération plus soutenue entre la BDEAC et la Centrafrique », a indiqué le président de la BDEAC.

Page 6

INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Les acteurs économiques invités à former une plateforme



Le ministre du Développement industriel

« Propriété intellectuelle, innovation et développement des entreprises en Afrique » est le thème de la 22^e journée de la technologie et de la propriété intellectuelle célébrée le 13 septembre de chaque année. Le ministre congolais du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Antoine Thomas Nicéphore Fylla de Saint-Eudes, a mis à profit cette occasion pour inviter les acteurs économiques à mettre en place une plateforme en vue de donner une impulsion au développement du Congo.

Page 2

COVID-19

Des effets indésirables post-vaccinaux bien suivis

Le Plan national de déploiement et de vaccination contre la pandémie de covid-19 est axé, entre autres, sur le suivi des personnes

vaccinées en vue de repérer les éventuelles manifestations post-vaccinales indésirables. « Depuis que la vaccination a été lancée, la plupart des cas

de malaise, qui du reste sont bénins, ne sont pas liés au vaccin », expliquent les équipes de vaccination.

Page 4

EDITORIAL

Mobilisation

Page 2

ÉDITORIAL

Mobilisation

Même s'il est vrai que la plupart d'entre nous paient lourdement aujourd'hui les effets de la double crise sanitaire et économique qui frappe depuis des mois notre pays comme beaucoup d'autres de par le vaste monde, il l'est tout autant que chacune, chacun doit garder espoir et donc ne pas baisser les bras ; autrement dit continuer de travailler individuellement et collectivement afin d'accélérer la reprise qui se dessine à l'horizon proche. Ayant vécu dans le passé des périodes tout aussi difficiles, voire même beaucoup plus, nous savons en effet parfaitement que la solution des problèmes, aussi graves soient-ils, ne peut venir que de la mobilisation nationale.

Tout doit donc être mis en œuvre dans le moment présent pour que celle-ci soit bien réelle. Autrement dit que chacun, à la place qu'il occupe dans la société congolaise, s'active pour cultiver, produire, vendre, échanger, former, éduquer, rendre service non pas dans le seul but de gagner de l'argent, ce qui n'a rien d'illogique ni d'anormal, mais en agissant de telle façon que notre pays reprenne ou plutôt poursuive sa marche en avant comme l'a inscrit le chef de l'Etat en tête des priorités de son nouveau quinquennat. Tel est, du moins nous semble-t-il, le devoir civique qui s'impose à la collectivité dans son ensemble sur toute l'étendue du territoire national : un devoir que les élus, nationaux ou locaux, feraient bien d'inscrire en bonne place dans leur propre programme s'ils veulent être élus ou réélus au terme des scrutins qui marqueront l'année 2022.

Dans le contexte très particulier où nous vivons présentement, ce qu'il convient de dire et de faire comprendre à la société civile dans son ensemble est bien le fait que le Congo, notre Congo, a entre les mains tous les atouts nécessaires pour se redresser, combattre les maux qui le rongent ou du moins font perdre confiance à nombre de ses citoyens et citoyennes. Doté d'une population jeune, de ressources naturelles considérables, d'écoles et d'hôpitaux modernes, de grandes infrastructures de communication, de services publics efficaces, de forces de sécurité parfaitement organisées, il a toutes les chances de résoudre les problèmes auxquels il se trouve confronté si sa population reprend confiance en l'avenir.

Jamais, sans doute, redonner espoir à la société civile par des gestes forts et crédibles n'a été aussi essentiel.

Les Dépêches de Brazzaville

INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Les acteurs encouragés à se constituer en plateforme

Les inventeurs, innovateurs, centres de recherche, universités ainsi que tous les opérateurs économiques et responsables des PME/PMI en République du Congo sont invités à participer à la mise en place d'une plateforme afin de donner une impulsion au développement du pays.

Le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Nicéphore Fylla de Saint-Eudes, a lancé l'appel à l'occasion de la célébration de la 22e journée africaine de la technologie et de la propriété intellectuelle, le 13 septembre, sur le thème « Propriété intellectuelle, innovation et développement des entreprises en Afrique ». « Le choix de ce thème prend également son sens dans le cadre de la diversification de l'économie congolaise dont le développement des PME-PMI constitue une composante importante », a déclaré le ministre du Développement industriel.

« Le gouvernement ne ménage aucun effort à l'effet d'encourager toute initiative publique ou privée, dont le but est la création et le développement d'en-



Le ministre du Développement industriel

treprises et d'industries par l'utilisation stratégique et efficace de la pro-

priété intellectuelle », a-t-il laissé entendre.

Notons que de nombreuses études ont démontré que les grandes entreprises dans le monde sont celles qui ont fait de l'utilisation stratégique de la propriété intellectuelle et de l'innovation la pierre angulaire de leur développement et de leur compétitivité.

Lopelle Mboussa Gassia

« Le gouvernement ne ménage aucun effort à l'effet d'encourager toute initiative publique ou privée, dont le but est la création et le développement d'entreprises et d'industries par l'utilisation stratégique et efficace de la propriété intellectuelle »

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Méline Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DISPARITION

Des personnalités saluent la mémoire de Justin Koumba

La République rend ce 14 septembre un dernier hommage à l'ancien président de l'Assemblée nationale, Justin Koumba, décédé le 26 août dernier à Brazzaville, à l'âge de 74 ans. La cérémonie se déroulera en présence du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, au Palais des congrès.

A quelques heures de l'ultime adieu au député de Banda, les présidents du Sénat, Pierre Ngolo; de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba; le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso; et le secrétaire général du Parti congolais du travail, Pierre Moussa, ont signé, le 13 septembre, le livre de condoléances et visité l'exposition photos organisée pour la circonstance.

Pierre Ngolo : « Il y a des douleurs difficiles à consoler. Bouleversé par votre soudaine disparition, il m'est pénible de trouver les mots justes. Devant ce douloureux coup du sort, je suis à la fois triste et décontenancé... Vous nous avez quittés certes, mais la mort ne saurait effacer le souvenir du Grand Homme que vous étiez et vous restez dans les cœurs de tous ceux qui vous ont côtoyé : une grande source d'inspiration, l'exemple de la maturité, de la sérénité, l'incarnation de l'autorité. Votre capacité à trancher; vous étiez le président respecté disposant d'une force et d'une vivacité d'esprit peu communes. Votre héritage demeure et continuera à travers des générations... ».



Pierre Ngolo signant le livre de condoléances en présence d'Isidore Mvouba/DR

Isidore Mvouba : « L'exposition photos que nous avons visitée montre à souhait la polyvalence de ce cadre très compétent, le député Justin Koumba, qui a occupé de très hautes fonctions. Il a été sur tous les fronts. Pendant deux mandats, et avant cela, il fut président du Conseil national de transition, ministre et représentant de l'Unesco. Il

était d'une compétence avérée. Le Congo vient de perdre un cadre exceptionnel et un député expérimenté. Nous renouvelons nos sincères condoléances à la famille éplorée, au PCT et à tous ceux et celles qui lui étaient proches ».

Anatole Collinet Makosso : « En cette circonstance douloureuse, je joins ma plume à celle de la

Nation entière pour saluer la mémoire d'un grand homme d'Etat qui a su graver son nom dans les annales de l'histoire parlementaire de notre pays et dont le long et riche parcours a orné le patriotisme, la fidélité et le dévouement au service de la République. Diplomate, fonctionnaire international, parlementaire, ministre, homme de culture, homme de

dialogue et de paix, Premier ministre du royaume de Loango, cet itinéraire élogieux et ce parcours exceptionnel resteront une référence de toute stature intellectuelle, politique et culturelle pour les générations futures ».

Pierre Moussa : « Le camarade Koumba a été un grand militant et a eu un parcours riche. Il a mené plusieurs activités qui l'ont amené à être président de la Commission nationale des droits de l'homme, ministre et président de l'Assemblée nationale. Il a eu une vie bien remplie qu'il a passée avec compétence, fidélité et beaucoup d'engagement au service de son parti, le PCT, qu'il a servi avec dévouement. Au moment où il nous quitte, nous ne pouvons que lui réaffirmer notre reconnaissance. Il est présent parmi nous, malgré son absence physique, tellement son œuvre qu'il a implémentée est importante en souvenirs que je qualifie d'interminable ».

Notons que Justin Koumba sera inhumé le 16 septembre à Banda, dans le département du Niari.

Parfait Wilfried Douniama et Firmin Oyé

DIASPORA

Entreprendre et investir au Congo

Dans la continuité de la mission gouvernementale conduite en France par le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, Jacqueline Lydia Mikolo, ministre des Petites et moyennes entreprises (PME), de l'Artisanat et du Secteur informel, en partenariat avec les Ateliers citoyens congolais, délègue son directeur de cabinet auprès des Congolais de l'étranger pour la poursuite de discussions techniques et sectorielles.

À la quête de compétences de l'entrepreneuriat au sein de la diaspora, et en tant qu'ancien membre de la communauté congolaise de France, Prince Bertrand Bahamboula, directeur de cabinet du ministère des PME, de l'Artisanat et du Secteur informel, a animé une rencontre technique en respect de la perspective d'accompagner la vision du chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, d'ouvrir le Congo à l'international.

Cette ouverture passe par l'implication des Congolais de l'étranger. Auprès de ses compatriotes, répondre à la série de questionnements : Comment créer une entreprise ? Comment inciter les Congolais à créer ? Comment mettre à disposition un guichet unique relatif aux informations sur les démarches de création des entreprises accessibles à tous ? Cet événement, intitulé «Entreprendre et investir au Congo / Le FIGA, une opportunité pour la diaspora congolaise», s'est déroulé le 11 septembre à Paris-Montrouge, en respect scrupuleux des règles sanitaires, en présence de Léon Juste Ibombo, ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, de passage à Pa-



Une des séquences de la rencontre économique à Paris Montrouge, «Entreprendre et investir au Congo», le 11 septembre 2021

ris; des entrepreneurs congolais et des présidents d'associations, tous désireux d'obtenir l'attractivité du Congo dans sa politique de diversification économique. Quoique technique, il est important de rappeler que la destination Congo, de par son positionnement géographique, offre un environnement favorable aux investisseurs. La législation congolaise crée un climat favorable pour la diversification de l'économie voulue par le président Denis Sassou N'Guesso afin de per-

mettre de rétablir l'Etat de droit, construire une administration performante et créer des institutions efficaces. Le ministère des PME, de l'Artisanat et du Secteur informel a mis en place des dispositifs, tant dans les zones spéciales que dans l'accompagnement tel que le Projet d'appui à la diversification économique de la Banque mondiale, dans le cadre d'un partenariat technique pour soutenir les PMI et PME congolaises dans leurs démarches entrepreneuriales.

Concrètement, il s'agissait, pour le directeur de cabinet, de passer en revue les dispositifs d'appui existants dans son ministère, encore méconnus des Congolais de l'étranger, afin de les sensibiliser et les mobiliser aux avantages des dispositifs d'accompagnement entrepreneurial. En retour, susciter des échanges et des débats d'une manière contributive en rapport aux besoins et aux attentes de la diaspora si nécessaire. Parmi l'accès au crédit se révélant l'un des freins, du fait de la demande de garanties du prêt, du

coût élevé et de sûretés réelles, il a souligné combien son ministère s'appuie sur le Fonds d'impulsion de garantie et d'accompagnement, FIGA. Cet outil a été présenté comme la possibilité d'une assistance directe aux entreprises en création, en reprise d'activités ou en développement, confrontées aux problèmes d'accès aux ressources financières, matérielles et immatérielles.

Cette rencontre a permis à Edwige Yombi Sitou, EMS Négoces, et Clenne Mouangou, qui a fondé CM Agrobusiness, une société d'élevage de porcs au Congo, de parler des expériences respectives de leurs entreprises, en France et au Congo.

Face au foisonnement d'investisseurs de la diaspora, Prince Bertrand Bahamboula, en respect de la feuille de route de sa ministre de tutelle mise en place pour les six mois à venir depuis la prise de ses fonctions, s'est engagé à suivre et accompagner une dizaine d'entre eux. « Nous partons sur l'existant...Si nous pouvons faire aboutir au succès une ou deux entreprises de la diaspora, nous aurons réussi ! », a-t-il confié.

Marie Alfred Ngoma

COVID-19

Des effets indésirables post-vaccinaux bien suivis

Le Plan national de déploiement et de vaccination contre la pandémie de covid-19 est axé, entre autres, sur un suivi des personnes vaccinées afin de repérer les éventuelles manifestations post-vaccinales indésirables.

« Depuis que la vaccination est lancée, la plupart des cas de malaise, qui du reste sont bénins, ne sont pas liés au vaccin », expliquent les équipes de vaccination à pied d'œuvre. Au cas où une manifestation indésirable se présenterait, sur les lieux de vaccination une prise en charge est immédiatement engagée. Si cela arrive à domicile, l'intéressé appelle le 3434 et la procédure de prise en charge est déclenchée. Mais ce sont les services habilités qui déterminent si cela est lié au vaccin ou non.

C'est, d'ailleurs, pour éviter des manifestations indésirables que la vaccination ne se fait pas de façon automatique. Tout commence par la prise de tension artérielle. Puis, une série de questions pour s'assurer que le candidat à la vaccination n'a pas d'antécédents sanitaires et donc est disposé à être vacciné.

La surveillance des manifestations adverses post-immunisation liées à l'administration des



Vaccination la covid-19

vaccins covid-19 est fondée sur un système déjà existant dans le pays. Celui-ci intègre le fonctionnement du système de santé de façon globale. Il convient de souligner que peu à peu, la vaccination s'élargit même s'il faut encore du temps pour atteindre l'objectif

des 60% de la population en vue d'une immunité collective. Les appels sont lancés, les sensibilisations se poursuivent, la communication s'intensifie pour que les objectifs de vaccination contre la covid-19 soient atteints.

Rominique Makaya

CHANGEMENT CLIMATIQUE

216 millions de personnes pourraient migrer d'ici à 2050

Jusqu'à 216 millions de personnes pourraient migrer d'ici à 2050 dans le monde pour fuir les effets néfastes du changement climatique, un phénomène qui n'est toutefois pas irréversible, selon la Banque mondiale.

L'institution de Washington a publié un rapport lundi complétant le premier du genre dévoilé en 2018 qui s'était focalisé sur l'Afrique subsaharienne, l'Asie du sud et l'Amérique latine. Elle avait alors projeté 143 millions de migrants climatiques d'ici à 2050 pour ces parties du monde en développement.

Cette fois, la Banque mondiale a ajouté trois autres régions : l'Asie de l'est et le Pacifique, l'Afrique du nord ainsi que la partie regroupant Europe de l'est et l'Asie centrale, afin d'élaborer une estimation mondiale.

« La trajectoire des migrations climatiques au cours du prochain demi-siècle dépend de notre action collective sur le changement climatique et le développement au cours des prochaines années », explique néanmoins Juergen Voegelé, vice-président de la Banque mondiale chargé du développement durable dans le rapport, appelant à réagir rapidement.

Si les pays commencent maintenant à réduire les gaz à effet de serre, les écarts en matière de développement, à restaurer les écosystèmes vitaux et aider les gens à s'adapter, la migration climatique pourrait être réduite d'environ 80%, à 44 millions de personnes d'ici à 2050. A l'inverse, sans action décisive, il y aura « des points chauds » de migration climatique, avec des répercussions importantes pour les pays d'accueil qui sont souvent mal préparés à recevoir de nombreux migrants supplémentaires.

« Toutes les migrations ne peuvent pas être évitées », note-t-il par ailleurs. Mais « si elles sont bien gérées, les changements dans la répartition de la population peuvent faire partie d'une stratégie d'adaptation efficace, permettant aux gens de sortir de la pauvreté et construire des moyens de subsistance résilients », ajoute-t-il.

Pour l'heure, la Banque mondiale prévoit que d'ici à 2050, l'Afrique subsaharienne pourrait voir jusqu'à 86 millions de migrants climatiques ; l'Asie de l'est et Pacifique, 49 millions ; l'Asie du sud, 40 millions ; l'Afrique du nord, 19 millions ; l'Amérique latine, 17 millions ; et Europe de l'est et Asie centrale, 5 millions.

D'après AFP

CUVETTE-OUEST

L'association « Femmes Racines d'Okoyo » s'oriente vers les activités productives

Deux ans après sa création, dans le département de la Cuvette-Ouest, l'association a pris l'option de s'engager dans les activités génératrices de revenus, notamment la fabrication de la farine du manioc communément appelé le « fofou ».

La vice-présidente de l'association « Femmes Racines d'Okoyo » et ancienne directrice générale de la Promotion de la femme, Yvette Lucie Lebondzo, a insisté, le 12 septembre au cours de la célébration du deuxième anniversaire de la structure, sur la nécessité pour son organisation d'orienter ses activités dans le secteur agricole non seulement parce que le district d'Okoyo dispose des terres arables, mais également et surtout pour répondre à l'appel du président de la République, Denis Sassou N'Gusso, qui invitait le 15 août dernier dans son message à la nation les Congolaises et les Congolais à valoriser la terre.

« Nous avons réalisé plusieurs actions sociales



Les « Femmes Racines » suivant le discours de la présidente d'honneur

pendant les deux ans, notamment la distribution des fournitures scolaires aux élèves ; l'équipement de la population en kits anti-covid-19, etc. Dans

notre prochain agenda, nous avons inscrit en lettres d'or des activités génératrices de revenus à côté des œuvres sociales », a déclaré Yvette Lucie Le-

bondzo.

Pour sa part, la présidente d'honneur de l'association, Esther Ahissou Gayama, s'est dite ravie des engagements pris par ses sœurs.

Elle les a invitées à plus de travail et de dévouement afin d'inscrire leurs actions dans les annales féminines congolaises. « Vous avez une lourde mission de porter très haut l'étendard de la femme de la Cuvette Ouest en général et du district d'Okoyo en particulier à travers des activités sociales, politiques et économiques que vous devez mener pendant les années à venir », a-t-elle souhaité.

La cérémonie de célébration des deux ans d'existence de l'association « Femmes Racines d'Okoyo » a été rehaussée de la présence du député de cette circonscription électorale, Saturnin Otsaleyoua, ainsi que des autres cadres de ce district.

Roger Ngombé

TRIBUNE LIBRE

La rumba congolaise au patrimoine culturel de l'humanité ?

Plus que quelques mois pour que la rumba congolaise soit estampillée par l'Unesco, patrimoine culturel immatériel de l'humanité. La candidature conjointe de la République du Congo et la République démocratique du Congo en vue de son inscription sera examinée en décembre 2021, lors de la conférence intergouvernementale de Colombo, au Sri Lanka. Les comités scientifiques des deux pays travaillent depuis plusieurs années pour l'aboutissement du dossier. Ils poursuivent ce travail avec les campagnes d'information et de sensibilisation aussi bien du public que des institutions nationales et internationales.

Assurément, le dossier des deux Congo retiendrait l'attention des examinateurs de l'organisme onusien. Il ne serait donc pas étonnant qu'au terme de la conférence intergouvernementale de Colombo, la rumba congolaise soit consacrée patrimoine culturel de l'humanité. À la vérité, cette consécration ne le sera nullement par pur réflexe de conformisme et encore moins, par un acte de générosité à son égard. Il s'agirait logiquement de la reconnaissance de l'apport inconditionnel des deux pays à l'évolution historique de cette musique et à son épanouissement à travers le monde.

En effet, en remontant l'histoire des origines de la rumba, il est de plus en plus établi que pendant la traite négrière, plusieurs millions d'Africains, arrivés sur les rivages des Amériques, avaient gardé par devers eux une bonne partie de leur patrimoine culturel, notamment les pratiques religieuses mais également musicales. Ces pratiques ont continué à rythmer l'existence quotidienne de ces déportés outre atlantique. Parmi les rythmes, il y avait la «Nkumba», une danse de nombril pratiquée naguère dans le royaume Kongo.

Des musicologues ou autres historiens, nous apprenons que la rumba a longtemps pérégriné à travers les continents. En effet, après son arrivée à Cuba, au XV^e siècle, par le canal susmentionné, la danse «Nkumba», selon l'alphabet phonétique espagnol, va s'appeler désormais «Rumba». De son évolution à Cuba, elle va connaître, à partir de 1930, un rayonnement international en Amérique comme en Europe. Les deux Congo, par le truchement de l'Europe, vont se l'approprier vers les années 1932, pour un retour aux sources. Depuis plus de quatre générations, la rumba congolaise s'est installée définitivement. Les artistes qui ont porté à bout de bras la rumba congolaise à ses débuts sont incontestablement Paul Kamba, Wendo Kolosoy, Adou Elenga, Jean-Serge Essous, Lucie Eyenga, Joseph Kabasele et beaucoup d'autres encore.

Peu codifiée et moins contraignante que la plupart des danses africaines, la rumba congolaise séduit par son accessibilité et la qualité de sa musique, chantée la plupart de temps en lingala, langue commune aux deux pays. Une fois protégée par l'Unesco comme «tradition congolaise», la rumba, telle que chantée et dansée aujourd'hui, pourrait susciter encore beaucoup plus de passion. Ainsi, ceux qui s'y intéressent pourraient envisager le déplacement vers les deux Congo et s'initier aux rythmes de la rumba. Une fois commencés, ils seront contaminés, certainement, par son virus auquel ils auraient du mal à se débarrasser. Heureusement ! Celui-là envoûte mais ne tue personne et n'a aucun variant.

Valentin Oko

SOMALIE

L'ONU plaide pour une participation active des femmes à la vie politique

Pour témoigner la solidarité de son institution avec les femmes somaliennes réclamant une participation pleine et égale à la vie politique et exprimer le soutien de la communauté internationale à des élections inclusives, pacifiques et crédibles, la vice-secrétaire générale des Nations unies, Amina Mohammed, a effectué le week-end dernier une visite de travail dans le pays.

Plaidant pour la participation des femmes à la vie politique, le numéro deux de l'ONU a souligné que les élections législatives constituent une opportunité pour le pays de tirer parti des progrès réalisés en matière de participation politique des femmes. Parce que, la pleine inclusion des femmes dans tous les secteurs de la société contribuera à une plus grande résilience, à la paix et à la stabilité.

« La Somalie a franchi une étape importante lors de ses dernières élections entre 2016 et 2017, notamment avec 24% des sièges parlementaires occupés par des femmes. Et, j'espère que le pays s'appuiera sur cela en élargissant encore la participation des femmes et en veillant à ce que le quota de 30% soit atteint. C'est une première étape importante vers une pleine représentation et une société inclusive. Les dividendes de la paix

n'arriveront pas sans les femmes », a déclaré Amina Mohammed, avant de signifier que pendant son séjour dans la capitale du pays, elle a rencontré et échangé avec plusieurs hautes autorités et acteurs politiques, à savoir le président Mohamed Abdullahi Mohamed Farmaajo, le Premier ministre Mohamed Hussein Roble, les femmes leaders et militantes ainsi que les membres du Conseil consultatif national (NCC) composé des dirigeants des États membres de la fédération chargée de donner l'orientation générale des élections.

« Le Premier ministre et d'autres membres du NCC ont fait preuve d'un grand leadership et d'un engagement pour faire progresser la participation politique des femmes, notamment par le biais des mesures spécifiques telles que la diminution des frais pour les femmes candidates et la nomination d'am-

bassadeurs de bonne volonté et de champions pour plaider en faveur d'une plus grande inclusion », a-t-elle ajouté, tout en souhaitant qu'il est important de convenir sur un mécanisme spécifique sur la manière dont l'engagement d'un quota minimum de 30% soit atteint lors des prochaines élections.

Exprimant sa solidarité aux organisations politiques pour leurs efforts à favoriser une plus grande implication des femmes dans la vie économique et politique du pays, la vice-secrétaire a conclu qu'elles devraient pouvoir participer aux élections sans craindre la violence, l'intimidation et la discrimination. Et cela en est de même dans la vie quotidienne, l'éducation, le commerce et la vie sociale. Car, les niveaux de violence accrues et l'insécurité vis-à-vis des femmes affecte aussi la participation de celles-ci à la vie politique.

Rock Ngassakys

PAIX

L'ONU redoute une propagation du conflit au Tigré à toute la Corne de l'Afrique

La Haute-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Michelle Bachelet a déclaré lundi redouter une propagation du conflit dans la région éthiopienne du Tigré à toute la Corne de l'Afrique, accusant toutes les parties d'exactions.

Ce conflit s'est propagé ces derniers mois aux régions voisines de l'Afar et de l'Amhara, et il risque de s'étendre à toute la Corne de l'Afrique, a affirmé Michelle Bachelet, lors d'un débat sur le Tigré devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU en appelant «toutes les parties à mettre immédiatement fin aux hostilités sans conditions préalables et à négocier un cessez-le-feu durable».

Le nord de l'Éthiopie est le théâtre de violents combats

depuis novembre, lorsque le Premier ministre Abiy Ahmed a envoyé l'armée au Tigré pour destituer les autorités régionales issues du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF). Cette intervention répondait selon lui à des attaques contre des camps militaires fédéraux orchestrées par le TPLF. «Malgré la dynamique changeante du conflit, il y a eu une constante : des rapports multiples et graves de violations flagrantes présu-

mées des droits humains, du droit humanitaire et du droit des réfugiés par toutes les parties», a-t-elle dit tout en saluant la coopération du gouvernement éthiopien avec l'enquête conjointe en cours du Haut-Commissariat des Nations unies et de la Commission éthiopienne des droits de l'homme, dont les conclusions doivent être publiées le 1er novembre. «Les violences sexuelles et sexistes se caractérisent par une brutalité extrême, avec des viols collectifs, des tortures (...) et des violences sexuelles à caractère ethnique», a affirmé la haute-commissaire

D'après AFP

EN BREF

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a estimé, lundi, que la demande mondiale de brut devrait dépasser son niveau d'avant la pandémie l'an prochain, tirée par la vaccination et la reprise économique. En conséquence, la croissance de la demande devrait atteindre 4,2 millions de barils par jour (mb/j), soit 0,9 mb/j de plus qu'estimé il y a un mois, pour atteindre une demande mondiale de 100,83 mb/j. Ces prévisions optimistes surviennent alors que le cartel et ses alliés («Opep+») commencent à augmenter leur production, après l'avoir restreinte pour soutenir les cours pendant la crise.

374 enfants en route vers des pays voisins du Burkina Faso où ils devaient être exploités dans des champs ou des mines artisanales ont été interceptés et sauvés de la traite, entre janvier et mars, a indiqué lundi le ministère burkinabè en charge de l'Action humanitaire. Depuis un certain temps, des traites prennent des proportions inquiétantes dans le pays, a alerté la ministre de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire Hélène Marie Laurence Ilboudo, affirmant que 2 318 enfants avaient été interceptés en 2020. Agés de moins de 16 ans pour la grande majorité et destinés à travailler dans des plantations, des mines artisanales ou pour des travaux domestiques, dans les pays voisins du Burkina Faso, ils ont été interceptés lors de contrôles de bus, ou sur dénonciation.

En Afrique du Sud, le président sud-africain Cyril Ramaphosa a annoncé dimanche son intention d'introduire un passeport vaccinal, dans un contexte de défiance généralisée à l'égard du vaccin contre le covid-19, dans le pays du continent le plus touché par le virus. Ces passeports pourront être utilisés comme preuve de vaccination à diverses fins et lors de divers événements, a-t-il déclaré, ajoutant que de plus amples informations seront fournies dans deux semaines.

Au Niger, de plus en plus d'enfants sont tués ou recrutés par les groupes armés terroristes, en particulier dans les zones frontalières du Burkina Faso et du Mali où les attaques jihadistes se multiplient ces derniers mois, a dénoncé lundi Amnesty International. «Dans la région de Tillabéri, au Niger, une génération entière grandit entourée par la mort et la destruction. Des groupes armés ont attaqué à maintes reprises des écoles et des réserves de nourriture et ciblent des enfants lors de leur recrutement», a déclaré Matt Wells, directeur adjoint à Amnesty International.

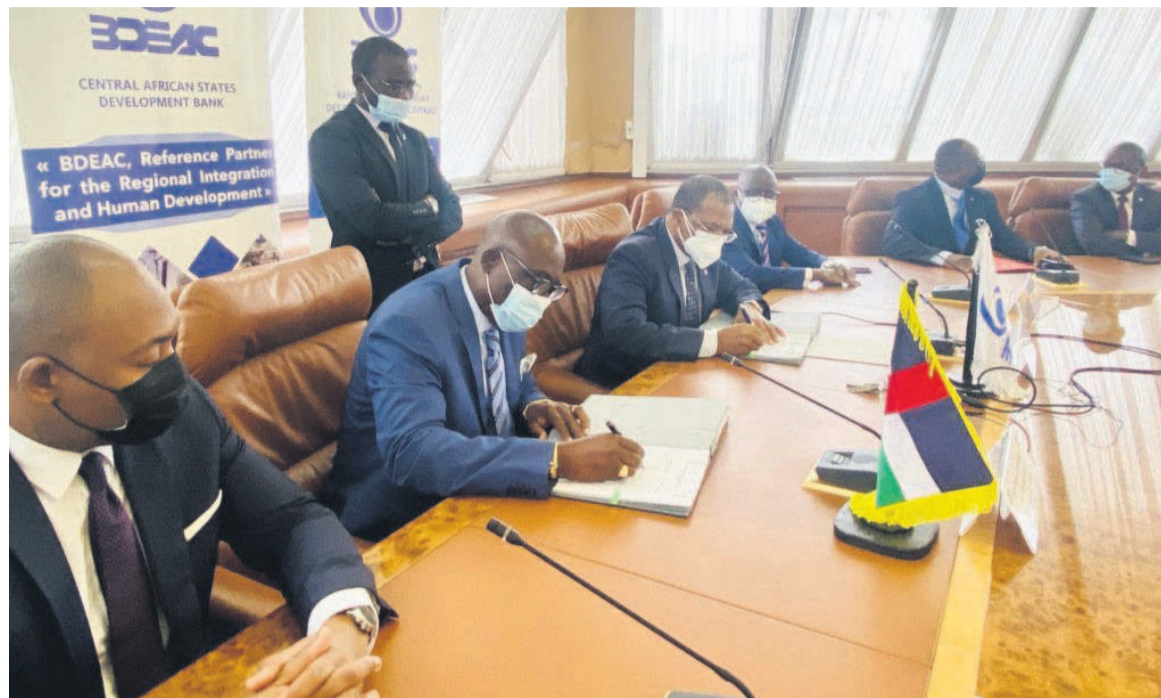
D'après AFP

SANTÉ

La BDEAC octroie quinze milliards FCFA à la Centrafrique

Le président de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC), Fortunato-Ofa Mbo Nchama, et le ministre d'Etat chargé de l'économie en République centrafricaine (RCA), Felix Moloua, ont signé, le 13 septembre à Brazzaville, un accord de prêt dédié au renforcement des systèmes sanitaires nationaux ainsi qu'à la lutte contre la pandémie à coronavirus (covid-19).

L'enveloppe de quinze milliards FCFA accordée par l'institution financière permettra au gouvernement centrafricain de contenir la pandémie, de garantir les conditions de vie de la population et de renforcer son système sanitaire. Il s'agit là d'améliorer l'accès équitable de la population aux services de santé de qualité et à garantir la sécurité sanitaire en situation d'épidémie et post-épidémie. Selon Fortunato-Ofa Mbo Nchama, président de la BDEAC, cet appui permettra la réhabilitation des structures sanitaires existantes et la construction de nouvelles structures hospitalières afin de couvrir l'immense territoire centrafricain et offrir à la population un accès équitable à une offre sanitaire de qualité. « Contribuer au renforcement de la prise en charge sanitaire de la population, c'est maintenir en bon état de fonctionnement le principal outil de production de la richesse nationale. Cet accord de prêt, en appui



à la RCA, symbolise une relance d'une coopération plus soutenue entre la BDEAC et la Centrafrique. Aujourd'hui, le gouvernement centrafricain peut être rassuré de la disponibilité de sa banque de développement à lui octroyer

des ressources aux meilleures conditions financières possibles», a indiqué Fortunato-Ofa Mbo Nchama.

Pour le ministre des Finances et du Budget de la RCA, Hervé Ndobba, ce prêt sera principalement et essentiellement utilisé

dans le compte du renforcement des infrastructures sanitaires nationales afin d'améliorer l'accès à une meilleure santé pour l'ensemble de la population. « La République centrafricaine a, pendant plusieurs années, été dans l'incapacité

d'investir massivement dans les infrastructures sanitaires compte tenu des nombreuses crises que nous avons connues. Cet appui nous permettra de mieux renforcer notre système sanitaire », a-t-il expliqué.

Le ministre d'Etat chargé de l'Economie en RCA, Félix Moloua, s'est réjoui de son côté pour cette action de la BDEAC qui a tout son sens car elle offrira des opportunités de lutter contre la pandémie à coronavirus.

Rappelons que pour renforcer le système sanitaire national fortement dégradé par les crises socioéconomiques connues ces dernières années, la RCA a initié et adopté le plan intérimaire du secteur de la santé ayant pour but le renforcement du système national de santé pour la reconstruction et la construction des centres de santé de qualité sur l'ensemble du territoire, ainsi que la formation du personnel soignant.

Gloria Imelda Lossele

TERRORISME

La coopération internationale s'impose pour contrer les menaces

Le phénomène ne cesse de prendre de l'ampleur en Afrique, en Europe, en Asie, en Amérique, voire dans d'autres parties du monde, vingt ans après les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. Une préoccupation qui pousse les décideurs des nations éprises de paix et de liberté à réfléchir sur la nécessité de conjuguer des efforts pour combattre le fondamentalisme musulman devenu une menace de premier ordre et même croissante pour la sécurité dans le monde.

En raison de nombreuses victimes fauchées par les djihadistes à travers le monde, des voix s'élèvent pour demander que soient menées des opérations visant à mettre un terme au terrorisme. L'ex-Premier ministre britannique, Tony Blair, par exemple, appelle les puissances mondiales, dont des alliés non occidentaux, à « s'unir » pour adopter une « stratégie commune » pour combattre l'islamisme radical dont les partisans sont à l'origine des actes terroristes décriés. Estimant qu'il s'agit d'« une menace mondiale, qui empire », il souhaite que tout soit fait pour contenir les menaces. Pour ce faire, Tony Blair pense que la Chine, la Russie et de nombreux pays musulmans ou d'Afrique ont un intérêt à contrer l'islamisme radical.

« Depuis le 11 septembre, même si heureusement il n'y a pas eu d'autre attaque terroriste de cette ampleur, l'islam radical n'a pas diminué en force », relève Tony Blair, qui avait engagé son pays dans la guerre en Afghanistan en 2001 aux côtés des Etats-Unis, au nom de la guerre contre le terrorisme. « L'islamisme, tant l'idéologie que la violence, est une

menace de premier ordre pour la sécurité et s'il n'est pas contrôlé, il viendra à nous, même si son centre est loin de nous, comme l'a démontré le 11 septembre », ajoute l'ex-dirigeant travailliste qui s'exprimait lors d'une conférence du centre de réflexion britannique RUSI.

Tony Blair évoque cette menace au moment où en Europe, notamment en matière de terro-

risme, les dirigeants nationaux sur leurs politiques sécuritaires.

Une réponse collective aux menaces s'avère nécessaire

Si les Etats-Unis, première puissance mondiale, ont été la cible des attaques minutieusement préparées par l'organisation djihadiste Al-Qaïda dirigée par Oussama Ben Laden, des pays non encore visés ne doivent pas

chancelière allemande, Angela Merkel, qui évoquait le souvenir des « images effrayantes de l'attaque contre les Etats-Unis d'Amérique », il y a vingt ans. « Nous n'oublierons jamais. Nous combattons toujours pour la liberté », a tweeté le président français, Emmanuel Macron, le jour même de la commémoration de l'événement, avec une vidéo d'un drapeau

au profit de la sécurité et de la prospérité, non seulement de la Russie et des Etats-Unis, mais de l'humanité tout entière », a écrit samedi l'ambassadeur russe aux Etats-Unis, Anatoli Antonov.

En Afrique, face à la menace terroriste qui prospère sur la précarité sociale ambiante, l'Union africaine a certes adopté un large éventail d'instruments juridiques et organisationnels pour endiguer son expansion sur le continent, mais le terrorisme continue de faire des victimes dans certains pays. Et loin d'abandonner ces Etats touchés à leur triste sort, l'organisation continentale réaffirme sans cesse sa « détermination » à les accompagner dans le « combat courageux qu'ils mènent » contre les djihadistes. Elle les encourage « à maintenir la pression sur les groupes terroristes et à renforcer davantage leurs efforts pour éradiquer cette gangrène », selon un communiqué rendu public après la multiplication des attaques terroristes perpétrées ces derniers temps par Boko Haram contre le Tchad, le Cameroun, le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Nestor N'Gampoula

« Nous devons mettre de côté toutes les contradictions et les différends et coopérer au profit de la sécurité et de la prospérité, non seulement de la Russie et des Etats-Unis, mais de l'humanité tout entière »,

risme, une stratégie commune a été adoptée. Celle-ci met l'accent sur les actions de lutte contre la radicalisation et la coopération avec les pays tiers. Elle donne lieu aux nouvelles règles qui entreront en vigueur en 2022, et qui obligeront les plateformes internet à retirer les contenus terroristes une heure au plus tard après leur signalement ou à en bloquer l'accès.

En attendant, la liste des pays touchés par le terrorisme ne fait que s'allonger, laissant perplexes

croire qu'ils sont épargnés. C'est pour cela que le monde est appelé à apporter une réponse collective contre les fondamentalistes musulmans, sachant que les attentats du 11 septembre 2001, à New York, perpétrés par certains d'entre eux, ont été les plus meurtriers de l'Histoire avec 2977 morts. « Nous devons maintenant reconnaître que bien que nous ayons réussi à vaincre le terrorisme (...), nous n'avons pas atteint tous nos objectifs », estime la

américain trônant sur le perron de l'Elysée, à Paris. Quelques jours plus tôt, le président français appelait à des mesures drastiques pour combattre le terrorisme : « Le risque zéro n'existe pas en la matière », soulignait-il à TF1 le 29 août, appelant tout le monde à « demeurer vigilants ». La Russie s'est dite prête à relancer sa coopération avec les Etats-Unis pour lutter contre le terrorisme. « Nous devons mettre de côté toutes les contradictions et les différends et coopérer

COP26

Des obstacles à une participation effective des pays du Sud

A moins de deux mois de la COP26, prévue à Glasgow, en Ecosse, du 1er au 12 novembre, les conditions ne semblent pas réunies pour s'assurer de la participation inclusive des pays du Sud aux négociations internationales. En cause : des protocoles sanitaires et diplomatiques stricts. Pourtant l'action climatique ne doit pas être mise en pause.

Devant la résurgence de la pandémie covid-19, plusieurs participants- ONG et pays- demandent un report de la COP26. Le manque de clarté sur la distribution des vaccins pour les délégués et les observateurs des pays du Sud, les coûts de quarantaine pour les ressortissants des pays classés en liste rouge par le Royaume-Uni constituent de véritables obstacles pour s'assurer de la participation effective des pays du Sud. En réaction à la demande de report, la présidence britannique a annoncé la prise en charge du coût des quarantaines. Cependant, le risque sanitaire reste réel alors que les cas de covid-19 sont en augmentation. Des ONG ont fustigé l'échec des pays riches à soutenir l'accès aux vaccins dans les pays pauvres et craignent que la conférence ne soit « juste et inclusive », indique Climate Action Network, un regroupement de plus de 1500 ONG. « Avec

seulement deux mois d'ici l'échéance, il est évident qu'une conférence mondiale sur le climat sûre, inclusive et juste, est impossible, étant donné l'échec à soutenir l'accès aux vaccins à des milliers de personnes dans les pays pauvres, les coûts en hausse des voyages et du logement et de l'incertitude sur l'évolution de la pandémie de Covid-19 », ajoute le regroupement d'ONG.

Or, l'absence des délégués et des observateurs de la société civile des pays du Sud compromet la légitimité des négociations internationales sur le climat, alors que des su-

jets importants les concernant doivent être discutés à Glasgow, notamment les marchés carbone et/ou les pertes et dommages. Pourtant les pays en développement (PED) sont les plus vulnérables face aux impacts du changement climatique et leur inclusion est une condition indispensable pour s'assurer d'un résultat politique crédible à la COP26. Il ne peut pas y avoir de justice climatique si cette COP n'intègre pas les représentants du Sud. Les problèmes de participation à la COP26 illustrent la situation d'injustice globale et d'exclusion que l'accès inégal aux vaccins ne fait que renfor-

cer. L'impossibilité d'organiser la COP26 dans des conditions sûres et équitables est le résultat direct des politiques des pays riches qui rendent impossible l'accès aux vaccins pour les PED. Selon l'OMS, 57% de l'Europe est vaccinée contre seulement 3% de l'Afrique. Le combat pour la justice climatique ne peut être décorrélé de la lutte contre les causes profondes de l'inégalité et de l'injustice.

L'équité et la participation sont des conditions sine qua non d'une COP inclusive et équitable. Cependant, le report de la COP26 ne doit pas se traduire en un report de

l'action climatique, rappellent les ONG. Poursuivant : « *Il est crucial que les pays riches adoptent des objectifs de réduction d'émissions plus ambitieux dans le court-terme pour ne pas dépasser 1,5°C de réchauffement, augmentent immédiatement leurs financements climat à destination des pays du Sud et mettent fin au financement des énergies fossiles. La récente publication du rapport du GIEC rappelle l'urgence d'agir dès maintenant* ».

« *Le récent rapport du Giec réaffirme que l'Afrique est l'une des régions les plus touchées par le changement climatique. Si nous, Africains, ne sommes pas là, toute décision prise sur nous, sans nous, est contre nous* », conclut le président de l'Alliance panafricaine pour la justice climatique, Augustine Njamnshi.

Noël Ndong

« Il est crucial que les pays riches adoptent des objectifs de réduction d'émissions plus ambitieux dans le court-terme pour ne pas dépasser 1,5°C de réchauffement, augmentent immédiatement leurs financements climat à destination des pays du Sud et mettent fin au financement des énergies fossiles. La récente publication du rapport du GIEC rappelle l'urgence d'agir dès maintenant ».



DIRECT

**PRÉSENT DANS
44 PAYS EN AFRIQUE**

LES BOUQUETS
CANAL+
CANAL 334



QUIBDO AFRICA FILM FESTIVAL

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

13-18
SEPTEMBRE
2021



CERCLE AFRICAIN
C.C. TATI LOUTARD
FONDATION BASANGO

PROGRAMME
#QAFF3

Liputta Swagga collection © Rey Mangouta

POINTE-NOIRE
CONGO

COMPÉTITIONS INTERCLUBS DE LA CAF

Début peu rassurant pour l'AS Otohô et Diabes noirs

Avec une défaite et un match nul, le bilan à mi-parcours du tour préliminaire n'est pas encourageant pour les représentants congolais engagés en compétitions interclubs de la Confédération africaine de football (CAF).

En Ligue africaine des champions, l'AS Otohô n'a pas fait une entame idéale de la compétition. Les champions du Congo ont confirmé toutes les difficultés des clubs nationaux à gérer les fins des rencontres. L'AS Otohô a été obligée de poser ses deux genoux à terre dans les dernières minutes de la rencontre qui l'opposait, en terre mozambicaine, face à UD Songo (0-1). Déjà dos au mur au terme de la première manche, l'AS Otohô n'a plus son destin en main. Car, les Congolais doivent à tout prix gagner le week-end prochain à domicile par deux buts d'écart pour espérer passer ce tour préliminaire.

En Coupe africaine de la confédération, le défi est le même pour les Diabes noirs. A défaut de l'emporter, ils ont ramené un bon point de leur déplacement à Dar es Salam, en Tanzanie, où ils ont affronté, dans un match délocalisé, les Burundais de Bumamuru FC (0-0). Les vice-champions du Congo doivent donner le meilleur d'eux-mêmes au stade Alphonse-Massamba-Débat, également le week-end prochain, pour mettre ainsi fin à une malédiction des éliminations précoces en compétitions africaines.

J.G.E.

JUDO

Le chronogramme des élections des ligues dévoilé

Récemment élu, le nouveau bureau exécutif de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées (Fécojuda) débute sa mission par la mi

se en place des instances dirigeantes des ligues départementales. Il n'y a pas de fédération sans les ligues départementales. Le premier acte que la nouvelle fédération entend poser s'inscrit dans le but de relancer dans les brefs délais les compétitions du judo sur toute l'étendue du territoire national.

Selon le chronogramme établi, la campagne se tiendra dans la période du 19 septembre au 11 octobre et la Ligue de Brazzaville sera celle qui donnera le ton. Vingt-deux clubs ont été convoqués le 19 septembre pour élire le nouveau président.

Tous les candidats sont invités à déposer leur candidature à la Ligue avec copie à la direction générale des sports entre le 13 et 15 septembre. La validation des candidatures est prévue pour le 16 septembre, la veille de la publication de la liste définitive des candidats et le corps électoral de Brazzaville. Les autres ligues, notamment celles de la Lekoumou, Bouenza, du Niari et de Pointe-Noire prendront le relais les 22, 23, 24 et 25 septembre.

J.G.E.

HANDBALL

Cara renouvelle ses instances dirigeantes

Duck Dieudonné Ngafa-Coho a été élu président de la section handball du Club athlétique renaissance aiglons (Cara), au terme de l'assemblée générale électorale qui s'est tenue le 4 septembre à Brazzaville.

Le nouveau président est suppléé par Armand Ismaël Madzou, Wilfrid Oyebe, Wilfrid Mandwola Engaba, respectivement premier, deuxième et troisième vice-présidents. Célestin Ngombé est le secrétaire général avec pour adjoint Saturnin Nkaya. La trésorerie a été confiée à Daphné Ndinga, secondée par Venard Ndoko. Valerien Enbenga, Francis Bongo, Jean Ngoya, Valentin Puscas Opossingui, Clovis Pakoue, Angélique Ebemame, Pétronille Ondongo, Yvon Ndoko sont les membres.

Jean Lounama Kouta assume, quant à lui, les fonctions de président d'honneur.

Brunel Thychique Lindolo (stagiaire)

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

COUPE DU CONGO DE HANDBALL

La DGSP domine Ekembongo

L'équipe de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP) a confirmé sa bonne forme en battant, le 13 septembre au gymnase Nicole-Oba, à Talangai, Ekembongo seniors dames sur le score de 38-29.



La DGSP l'emporte face à EkembongoAdiac

La victoire de la DGSP a été longue à se dessiner car pendant toute la rencontre, Ekembongo a lutté à armes égales avec la DGSP, jusqu'à l'approche des dix dernières minutes qui ne lui ont pas permis de suivre le rythme imposé par son adversaire. Le match, dans l'ensemble, a été serré car la DGSP n'a mené à la mi-temps que sur le score de 19-17. Dans leur état d'esprit, les filles d'Ekembongo n'ont pas à rougir même si cette équipe n'a mené au score qu'une seule fois durant tout le match (15-14). Mais à chaque fois qu'elle a couru après le score, Ekembongo n'a eu en aucun moment le complexe d'infériorité. Elle est revenue au score plusieurs fois, même quand la DGSP a creusé l'écart de plus de trois buts (6-6 à la 10e mn, 12-12 à la 19e puis 22-22 à la 32e mn). Cette énergie déployée n'a pas suffi pour imposer une défaite à la DGSP. Dans l'autre match de la journée, NHA a battu Sangha sport (37-30) en seniors hommes.

Les résultats du week-end

En seniors hommes, AVR a battu NHA Sport 37-20, As Cheminots s'est imposée face à AS Neto 32-30, Etoile du Congo a étrillé AS Sangha 54-16, Petro Sport a corrigé Arsenal 56-16, Caïman a dominé 48-21 Munisport.

En seniors dames, Cara a pris le dessus sur Etoile du Congo 32-27, DGSP a écrasé Tourbillon 62-8, Ekembongo a battu Patronage de Pointe-Noire 37-22.

En Juniors hommes, CF JSO a pris le dessus sur Inter de Dolisie 21-20, Académie de Brazzaville a gagné Patronage de la Lékoumou 43-21, JSO a battu Sonocc 27-26.

En Juniors dames, Etoile du Congo a marché sur Asel 28-22, As Cheminots de Dolisie et CF JSO se sont neutralisés 22-22, AS Neto a dominé Renaissance 41-29.

Les rencontres du 12 septembre En seniors hommes, AVR a laminé AS Sangha 39-19, Caïman a atomisé Arsenal 55-18, Patronage a eu raison de AS Neto 33-25.

Chez les seniors dames, Etoile du Congo l'a emporté face à Asel 46-17, Cara a laminé AD Otho 37-18.

En juniors dames, Renaissance a atomisé Patronage de Brazzaville 36-19, AS Cheminot de Dolisie a pris le meilleur sur Etoile du Congo 24-19, Promo Sport a battu JSO 25-15.

En juniors hommes, CTAHB a dominé Inter Club 23-15.

En seniors hommes, Petro Sport a battu Inter Club de Pointe-Noire 46-18, Inter Club a eu raison de Us Bantu 37-29.

En seniors dames, Ekembongo s'est imposé face à Tourbillon 37-14, DGSP a dominé Inter Club de Brazzaville 44-19.

En juniors hommes, US Saint Pierre a battu Patronage de la Lékoumou 27-15, Académie a marché sur Cara 26-16, NHA Sport a dominé Pigeon Vert 31-20.

James Golden Eloué
et Brunel Thychique Lindolo
(stagiaire)

DU NOUVEAU DANS LE TRANSPORT DES MARCHANDISES ET CONTENEURS

LA LIGNE DIRECTE

POINTE-NOIRE → QUÉSSO

GAMBOMA-OYO-DWANDO-MAKOUA-QUÉSSO

TRANSPORTEZ VOS MARCHANDISES
JUSQU'AU NORD SANS PASSER PAR BRAZZAVILLE!!

Départ:
tous les Samédis

Contacts
(+242) 06 702 15 25
05 311 91 99

Direction : (+242) 06 587 44 60 / 05 728 88 33
contact@oceandunord.com
www.oceandunord.com

ÉLECTIONS DES DÉPUTÉS DE LA DOUMA D'ETAT

L'Ambassade de la Fédération de Russie à Brazzaville tient à informer les citoyens de la Fédération de Russie résidant en République du Congo de la tenue des élections des députés de la Douma d'Etat.

Le vote à Brazzaville se tiendra le 19 septembre 2021 au Centre culturel russe, sis 26, avenue Amilcar Cabral à côté du supermarché Casino.

Le bureau de vote sera ouvert de 8 h 00 à 20 h 00.

NÉCROLOGIE

Del Martial Mombongo, agent des Dépêches de Brazzaville, Mme Mombongo Da-Costa Mamy informent les parents, amis et connaissances du décès de Kady Diallo «Ya Kady», survenu à Dakar au Sénégal, le dimanche 5 septembre 2021.

Le deuil a lieu au domicile familial sis sur l'avenue des Beaux-parents, n° 18, rue Sarhas à Poto-Poto.

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE





UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Magazines



Cartes de visite
Dépliants



Chemises à rabat

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers



LIBRAIRIE

LES MANGUIERS

Un Espace de Vente:

Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.










Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Gusso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 1, 5e journée

Montpellier prend les trois points face à Saint-Etienne (2-1), sans Béni Makouana, resté sur le banc.

Titularisé en défense centrale, Chrislain Matsima symbolise le naufrage de Monaco face à Marseille : bousculé par la vitesse de Dieng, il a subi en permanence, à l'image du poteau du jeune phocéen (13e).

Complètement aux fraises sur le long ballon de Peres, Matsima manque son intervention et ne peut que regarder le numéro du maillot du Franco-Sénégalais qui part débloquent le score (37e).

La fin du calvaire s'arrête à la pause pour le Franco-Congolais, mais pas pour l'ASM qui va encaisser un second but (0-2) et flirte avec la crise en ce début de saison.

Toujours aux soins (cheville), Loris Mouyokolo était forfait lors du succès de Lorient sur le champion lillois (2-1).

Bradley Locko Banzouzi est resté sur le banc lors de la victoire rémoise en terres Rennaises (2-0).

Metz s'incline à domicile face à Troyes, sans Warren Tchimbembé, remplaçant. Yanis Mbemba retrouvait une place dans le groupe nantais, défait à la Beaujoire par Nice (0-2). Mais le défenseur formé au club n'est pas entré en jeu.

Ligue 2, 7e journée

Bevic Moussiti Oko, absent depuis le 31 juillet (cheville), faisait son retour à la compétition : remplaçant, il est entré à la 67e lors du court succès d'Ajaccio face à Sochaux (1-0). Averti à la 80e.

Encore une prestation solide de Rodez et d'Adailson Malanda, vainqueurs 1-0 à Amiens. Le jeune milieu, reconverti défenseur, était aligné sur la droite de l'arrière-garde ruthénoise. Appliqué et solide dans les duels. Suffisant pour susciter l'intérêt des décideurs congolais ?

Prince Oniangué était titulaire, et capitaine, lors du revers de Caen face à Pau (1-2). Serein et costaud, il est toutefois trop attentiste dans son marquage sur Armand, auteur du 2-1 à la 59e.

Jason Ngouabi n'était pas dans le groupe.

Bryan Passi, titulaire, et Niort s'écroulent chez leur bête noire l'AJ Auxerre (0-4).

Dans le duo des abysses entre Dunkerque et Nancy, respectivement 19e et 20e, les Lorrains ont rapidement été réduits à 10 (34e). Les co-équipiers de Warren Bondo, averti à la 86e, rap-



Défaite pour Illoy-Ayyet et le SKA Energiya (DR)

portent tout de même un point (0-0). Leur deuxième, seulement, cette saison.

Lundi soir, Le Havre recevra Toulouse en match décalé. Fernand Mayembo, enfin remis de sa blessure aux ischios, qui l'a privé du début de saison, sera titulaire. Nolan Mbemba, rentré de sélection, est à la disposition de son entraîneur, Paul Le Guen.

Allemagne, 4e journée, 1re division
Sans Sylver Ganvoula, laissé au repos à son retour de sélection, Bochum est battu 1-3 par le Herta Berlin.

Allemagne, 7e journée, 4e division, groupe Nord

La réserve de Sankt-Pauli cartonne à Drochtersen (4-1) avec un but, le 3e, d'Aurèle Louboungou-Mboungou. Lailier droit, après avoir manqué une grosse occasion à la 49e, a porté le score à 3-0 à la 79e. Son deuxième but de la saison.

Angleterre, 6e journée, 2e division

Encore une défaite pour Nottingham Forest et Brice Samba, qui s'inclinent à domicile face à Cardiff (1-2). Battu sur une première tête de Colwill, incroyablement seul sur la ligne des 6 mètres, le natif de Linzolo est sauvé sur son poteau sur une tête de Moore (61e).

Décisif sur une tête de Flint à la 64e, Samba touche l'enroulé de Colwill du bout des doigts, mais le cuir termine sa course dans le petit filet.

Belgique, 7e journée, 1re division

Morgan Poaty et Niels Nkounkou étaient tous deux titulaires au coup d'envoi du match entre Seraing et le Standard de Liège. Ce sont les Rouches de l'ancien Marseillais, remplacé à la 65e, qui l'ont emporté 1-0.

Belgique, 4e journée, 2e division
Nette victoire de Lierse face au RWDM (4-1), avec Scott Bitsindou titulaire au poste de demi-centre. Son vrai poste.

Bulgarie, 7e journée, 1re division
Mavis Tchibota est entré à la 77e lors du succès de Ludogorets sur Chernomorets (2-0).

Ludogorets est leader avec 15 points et 5 longueurs d'avance sur le CSKA Sofia, tenu en échec par le Slavia Sofia (1-1) sans Bradley Mazikou ni Junior Nzila.

Croatie, 8e journée, 1re division
Merveil Ndockyt n'était pas dans le groupe d'Osijek, auteur du nul 1-1 chez le Lokomotiv Zagreb.

Espagne, 4e journée, 1re division
Jordi Mboula a été remplacé à la 72e lors de la défaite de Majorque chez l'Athletic Bilbao (0-2). Le score était alors d'un but à zéro pour les Basques.

Espagne, 3e journée, 3e division
Baron Kibamba était titulaire lors de la défaite de la réserve du FC Séville à Sanluqueno (0-1). Remplacé à la 77e.

Espagne, 2e journée, 4e division, groupe 4
Faites-Prévu Kaya Makosso est entré à la 80e lors de la défaite de Velez à Villanovense (0-2).

Espagne, 2e journée, 4e division, groupe 5
Le CF Aguilas s'impose à Toledo (1-0). Amour Loussoukou n'était pas dans le groupe.

Géorgie, 23e journée, 1re division
Sans Romaric Etou, convalescent (cheville), Dila Gori chute à domicile face au Torpedo Kutaisi (1-2). Ongoly Tchibota et Ismaël Ankobo restent cantonnés à l'effectif de la réserve.

Luxembourg, 5e journée, 1re division

Yann Mabella était titulaire lors de la défaite du Racing Union face au F91 Dudelange (3-4).

Enfin une victoire pour l'Etzella Ettelbrück. Les co-équipiers de Godmer Mabouba, titulaire, battent Rodange 3-0.

Slovaquie, 7e journée, 1re division

Yhoan Andzouna était titulaire lors du match nul du DAC Dunajska Streda face au Slovan Bratislava (1-1). Suppléé à la 89e.

Slovénie, 8e journée, 1re division

Antoine Makoumbou était titulaire lors du naufrage du NK Maribor à Aluminij (0-3).

Suède, 20e journée, 2e division
Ravy Tsouka Dozi était titulaire lors du match nul d'Helsingborg à Eskilstuna (2-2).

Helsingborg perd la première place au profit de Värnämo.

Suisse, 6e journée, 1re division
Lugano partage les points avec Bâle (1-1). Sans Kévin Monzialis, resté sur le banc.

Turquie, 4e journée, 1re division
Alors que Hatayspor était tenu en échec à Rizespor, Dylan Saint-Louis est entré à la 69e. Son club l'emporte finalement 2-0.

Ukraine, 7e journée, 1re division
Titulaire à quatre reprises en août, Marc René Mampassi n'était pas dans le groupe de Marioupol, vainqueur 3-1 chez le Kolos Kovalivka.

Portugal, 5e journée, 1re division
Gaïus Makouta était titulaire lors du match nul de Boavista face à Portimonense (1-1). Aligné comme demi-centre en association avec Perez, c'est lui qui sert Ntep à la 92e sur le côté gauche. Le centre du Camerounais trouve Musa qui égalise à la 92e.

Roumanie, 8e journée, 1re division
Encore une défaite (la 6e) pour le Gaz Metan Medias face à Voluntarii (1-2). Sans Yves Pambou qui devrait reprendre l'entraînement collectif dans les prochains jours.

Russie, 7e journée, 1re division
Erving Botaka-Yoboma est resté sur le banc lors de la défaite du FC Oufa à Sotchi (1-3). Le FC Oufa est 13e sur 16 avec 5 points.

Russie, 10e journée, 2e division
Emmerson Illoy-Ayyet, titulaire dans l'axe de la défense à trois, n'a pu empêcher la défaite du SKA Energiya chez l'Alaniya Vladikavkaz (1-3). L'international congolais est devancé par Mashukov sur le 2e but des locaux à la 44e.

Camille Delourme

CAF-C1/PRÉLIMINAIRES

Maniema Union fait douter Bouenguidi

L'AS Maniema Union de Kindu a ramené un résultat d'égalité d'un but partout, le 11 septembre, du stade Augustin-Modenan de Libreville, au Gabon, face à la formation locale de Bouenguidi Sport. C'était en match aller du premier tour de la Ligue des champions d'Afrique.

Le club vice-champion de la République démocratique du Congo (RDC) a encaissé dès la 7e mn de jeu, par le biais de Roy Chrichilin Mouniengue Mbongui, qui a réussi à tromper le gardien de buts Brunel Efonge Liyongo. Mais les joueurs de l'entraîneur Dauda Lupembe (qui est aussi sélectionneur adjoint des Léopards de la République démocratique du Congo) ont gardé leur mental. Sur une balle arrêtée de Rodrigue Kitwa, Maxi Mpia Nzengele a égalisé à la 27e mn, inscrivant ainsi le premier but du club de la province de Maniema en Ligue des champions.

A la conférence de presse d'avant match, le coach Dauda Lupembe déclarait : « *Maniema Union connaît les clubs gabonais après avoir joué face à Manga sport, Pélican et aujourd'hui c'est Bouenguidi. A ce stade de la compétition, on est venu en compétiteur, malgré les incertitudes. On va essayer de jouer notre football parce qu'on joue un ad-*



Une séquence du match entre Bouenguidi et Maniema Union, le 11 septembre 2021 à Libreville/DR

versaire que l'on ne connaît pas. Chaque club a ses points forts, nous allons essayer de maximiser là-dessus. On va s'adapter à l'adversaire. Avoir des internationaux dans mon effectif ne donne pas un avantage particulier. Bouenguidi va ouvrir le jeu car il est à

mais nous allons chercher à faire le résultat à partir d'ici, sachant que la deuxième manche sera chez nous. Nous allons essayer de faire ce qu'on a enseigné, maximiser le plus possible nos points forts et essayer de contrôler, tout en sachant qu'il y a aussi

un temps fort pour l'adversaire».

un temps fort pour l'adversaire».

Le résultat d'un but partout est donc assez avantageux pour Maniema Union qui réussit ses matches en terre gabonaise. L'on se souvient qu'en 2018, le club de Kindu avait battu Manga Sport, à Libreville, par un but à zéro aux préliminaires de la Coupe de la confédération. Et en 2019, Maniema Union tenait en échec la formation de Pélican, encore au tour préliminaire de la C2 africaine. Une fois de plus, l'équipe tutéelée par le général Gabriel Amisi Kumba « Tango Four » revient avec un nul prometteur contre Bouenguidi.

Toutefois, tout se jouera au match retour. L'entraîneur Brice Ondo de Bouenguidi Sport va pousser ses poulains à « tout donner » comme il l'avait déclaré à la conférence d'avant-match, afin d'espérer une qualification au retour prévu au stade Joseph-Kabila de Kindu.

Martin Engimo

VOLLEY-BALL/CHAMPIONNAT D'AFRIQUE

La RDC écartée en quarts de finale par la Tunisie

Défaits par zéro set à trois, les Léopards volley-ball messieurs se sont arrêtés en quart de finale de la 23e édition du Championnat d'Afriques des nations à Kigali, au Rwanda.

Les Léopards volley-ball messieurs de la République Démocratique du Congo (RDC) ont été battus, le 11 septembre à Kigali, par les Aigles de Carthage de la Tunisie, en quart de finale de la 23e édition du championnat d'Afrique des nations. Ils se sont inclinés par zéro set à trois, soit 22 points à 25, 17 points à 25 et 21 points à 25. L'on note que les joueurs du coach camerounais Lavoisier Yende n'ont pas été ridicules face aux Tunisiens, champions d'Afrique en titre, tentant de tenir tête au premier et au dernier set où ils ont même été en avance au score, mais ne réussissant pas à la conserver.

Après la défaite, le joueur Magloire Mayaula s'est adressé au président Christian Matata de la Fédération de volley-ball du Congo qui n'a ménagé aucun effort en faveur de la préparation des équipes masculine et féminine, pour une participation réussie à cette compétition dans la capitale rwandaise. « *Monsieur le président Christian Matata, nous vous témoignons toute notre gratitude pour l'aide et le soutien important que vous avez apportés aux Léopards volley-ball, ainsi que votre comité, en attendant le gouvernement. Vous nous avez donné beaucoup d'espoir et de force. Nous vous remercions sincèrement et de tout cœur pour votre engagement personnel et votre dévouement à notre égard. Nous sommes prêts à faire toujours plus le jour où le pays va mettre en place des infrastructures, des moyens pour les stages professionnels des cadres techniques et les athlètes* », a déclaré Magloire Mayaula en guise de reconnaissance. Stoppés en quart de finale, les Léopards vont cependant disputer les rencontres de classement, notamment de la cinquième à la dixième place. Et ils jouent déjà ce lundi contre les Ougandais.

M.E.



Les Léopards volley-ball messieurs de la RDC.

BONNE GOUVERNANCE

Lancement de la campagne de sensibilisation au civisme fiscal

La campagne de sensibilisation au civisme fiscal et à la gestion responsable des deniers publics, lancée le 11 septembre à l'esplanade du Palais du peuple par le chef de l'État, Félix -Antoine Tshisekedi Tshilombo, augure une nouvelle ère dans la mobilisation des recettes publiques par le paiement des redevances dues à l'État congolais.

La campagne a été initiée par la Coalition pour le changement des mentalités (CCM), un service de la présidence de la République, en collaboration avec les ministères du Budget et des Finances, avec les régies financières nationales et provinciales. Devant un parterre de personnalités invitées à la cérémonie, le chef de l'État a déclaré : « *Ma joie est d'autant plus grande parce que cette campagne touche un sujet d'une importance capitale pour le développement de notre pays et s'inscrit dans la droite ligne de ma vision traduite par mon plan quinquennal en cours d'exécution par le gouvernement de la République* ».

Il est universellement reconnu, a-t-il martelé, que l'impôt joue un rôle essentiel dans le développement des nations. Par l'impôt, a-t-il fait savoir, les Etats mobilisent les ressources qui leur permettent d'intervenir dans plusieurs domaines qui sont déterminants en terme de développement : la mise en place des infrastructures, la couverture sociale, l'éducation, les soins de santé, le logement, l'eau, l'électricité ou encore la sécurité.

Pour toutes ces raisons, Félix Tshisekedi a invité la population congolaise, en général, et les opérateurs économiques, en particulier, à refaire confiance



Félix Tshisekedi invitant la population au civisme fiscal

aux dirigeants et à cultiver le civisme fiscal en s'acquittant régulièrement de tous les impôts, taxes et redevances dûs. C'est de cette manière, a-t-il affirmé, qu'ils pourront donner à l'État les moyens nécessaires pour répondre à leurs multiples attentes. Parce que rigoureusement collecté et géré, l'impôt alimente le Trésor public et réduit la dépen-

dance de l'État aux financements extérieurs.

Félix Tshisekedi a, par ailleurs, adressé une mise en garde sévère à toute personne qui oserait entraver cette belle initiative : « *c'est ici pour moi l'occasion de rappeler qu'on accordera aucun pardon à tout celui qui entravera la marche vers le progrès. A cet égard, il revient aux ges-*

tionnaires d'aligner leur action sur l'éthique de responsabilité pour recouvrer la confiance du contribuable », a indiqué le chef de l'État.

Liant la parole à l'acte, le premier des Congolais a payé son impôt au guichet de la direction générale des impôts installé sur place au Palais du peuple pour la circonstance.

Le service fine alerte

A la même occasion, le président de la République a lancé aussi l'application fine alerte du ministère des Finances. Selon le ministre Nicolas Kazadi, ce service vient soutenir cette campagne en vue de contribuer à l'amélioration de la bonne gouvernance financière, de la qualité des services rendus aux usagers et aussi se conformer aux bonnes pratiques de la gestion de la res publica. Cette application est accessible via le site web du ministère des Finances et un numéro vert gratuit sera bientôt disponible pour permettre aux contribuables de s'en servir afin de dénoncer tout cas de fraude fiscale, douanière, administrative, harcèlement ou tout acte illégal dont ils seront victimes ou témoins.

Pour sa part, le ministre d'État en charge du Budget, Aimé Boji Sangara, a souligné qu'au regard des objectifs et des résultats atten-

due de cette campagne, elle vient renforcer les efforts du gouvernement dans la lutte contre les anti valeurs qui gangrènent le secteur économique-financier. « *Elle réaffirme et matérialise la conviction de mon ministère selon laquelle le succès de la lutte contre les antivaleurs est tributaire de la reconversion des mentalités et de l'adoption par tous d'un autre mode d'être, de penser, d'agir, mieux de vivre compatible avec le bien être collectif* », a indiqué Aimé Boji. Il a, en outre, souligné que payer le droit à l'État c'est contribuer à la construction d'une nation forte dont la force sécurise chacun de ses membres.

Auparavant, le coordonnateur de la CCM, Jacques Kangudia, a indiqué que cette campagne s'étale sur une période de six mois, de septembre 2021 à mars 2022. Elle vise à éveiller la conscience de la population, des administrations fiscales et des décideurs au civisme fiscal et à la gestion responsable des deniers publics afin d'instituer une culture fiscale.

A l'issue de la cérémonie, une caravane motorisée a arpenté les différentes artères de Kinshasa en ciblant deux tronçons, UPN et Tshangu, pour sensibiliser la population dans le cadre de cette campagne de civisme fiscal.

Blandine Lusimana

COOPÉRATION MILITAIRE

Les forces d'opération spéciales du commandement américain en fin de mission en RDC

Arrivée à Kinshasa dans la nuit du 15 août, l'équipe des Forces d'opérations spéciales du commandement des États-Unis pour l'Afrique a finalement clôturé sa mission d'évaluation entamée depuis plusieurs semaines en République démocratique du Congo (RDC).

Les Forces spéciales américaines étaient invitées par le gouvernement congolais afin de soutenir l'objectif du rétablissement de la paix et de la sécurité à l'est du pays. Leur départ donne lieu à quelques questionnements quant à la portée salutaire de leur mission sur le territoire congolais. D'emblée, il est à souligner que cette mission est venue en appui aux Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) engagées dans une guerre d'usure contre le groupe terroriste Daech qui revendique des attaques depuis 2019 dans l'est du pays, ainsi qu'aux gardiens des parcs nationaux Virunga et Garamba devenus les sanctuaires des groupes terroristes actifs dans cette partie de la République.

Pour ce faire, la collaboration avec le ministère de la Défense et le commandement des FARDC était requise pour concrétiser le projet de la mise sur pied de la future équipe

congolaise chargée de lutter efficacement contre le terrorisme. Plus concrètement, il s'est agi de jauger la capacité opérationnelle des forces loyalistes à combattre l'activisme des groupes armés et terroristes dans l'est du pays ainsi que le trafic illicite des espèces sauvages dont les redevances financières servent à les financer. La lutte engagée par l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) en lutte depuis des décennies contre ce business macabre via les gardiens des parcs ayant montré ses limites, la nécessité d'un apport militaire extérieur s'est avérée déterminante pour intensifier la lutte contre les ADF/Nalu (une branche de Daech), dans le cadre de la coalition mondiale enclenchée contre le terrorisme.

C'est dans la perspective de booster l'efficacité des FARDC à faire face à ce double enjeu que les unités spéciales américaines ont passé quelques

semaines en RDC, question de mieux cerner la problématique de l'est en cherchant à comprendre la structure des FARDC dans son fonctionnement. Cette démarche, en effet, a permis aux forces spéciales américaines d'évaluer de quelle manière elles pouvaient aider les FARDC à exécuter avec brio leurs plans visant à poursuivre leur mission vitale de lutte contre le terrorisme, a tenu à expliquer le capitaine Markos Magana, chef d'équipe des U.S. SOF. « *Nous avons pu comprendre le rôle important joué par les gardiens de parc de l'ICCN qui aident à couper une voie cruciale de ravitaillement utilisée par des personnes malveillantes dans l'est de la RDC* », a-t-il ajouté.

Partenariat privilégié RDC-Etats-Unis

En somme, l'équipe des Forces d'opérations spéciales du commandement des États-Unis pour l'Afrique quitte la

RDC avec le sentiment d'avoir accompli sa mission conformément aux termes de référence lui édictés. Pendant tout le temps qu'a duré sa mission en terre congolaise, elle a mis en pratique sa connaissance acquise en combattant Daech à travers le monde. Les FARDC ont été conviées à estimer ce dont elles avaient besoin pour mener avec succès des campagnes militaires contre ce groupe terroriste et les autres bandes armées impliquées dans l'exploitation économique illicite des parcs nationaux.

Cette mission, fait-il le souligner, reflète l'appui continu et l'engagement des États-Unis envers les efforts du gouvernement de la RDC visant à assurer la sécurité de ses citoyens. Elle s'est inscrite dans le cadre du partenariat « privilégié » pour la paix, la prospérité et la préservation de l'environnement (PPPP+P), conclu en 2019 entre les États-Unis et la RDC. Elle ap-

puie, par ailleurs, la détermination expresse du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, de restaurer la paix et la sécurité dans l'est de la RDC et de vaincre le terrorisme dans cette partie du pays.

A noter que l'équipe des Forces d'opérations spéciales du commandement des États-Unis pour l'Afrique est généralement constituée d'une douzaine de soldats d'élite, surentraînés et suréquipés qui, pendant soixante à quatre-vingt-dix jours, servent d'instructeurs à quelque trois cents soldats d'un Etat africain. Leur principale mission est de contrer la progression des mouvements djihadistes à travers le monde. Ils sont déployés chaque jour dans une vingtaine de pays en moyenne et, officiellement, il ne s'agit pas d'une mission de combat mais d'entraîner, de conseiller et d'assister les Etats demandeurs.

Alain Diasso

PRISE DU POUVOIR PAR LA FORCE EN AFRIQUE

La FBCP milite pour la traduction des auteurs à la CPI

L'organisation non gouvernementale (ONG) en appelle à Félix Tshisekedi, président en exercice de l'Union africaine (UA), pour saisir la Cour pénale internationale (CPI) et envisager des sanctions contre les auteurs des coups d'Etat sur le continent.

La Fondation Bill Clinton pour la paix (FBCP) appuie le recours à la CPI contre les auteurs des coups d'Etat militaires ou de la prise du pouvoir par la force. Cette ONG propose la même solution contre la modification abusive des différentes Constitutions des pays africains par certains chefs d'Etat, avec objectif de perdurer au pouvoir. « Ces initiatives malveillantes sont à la base des différents coups de force que l'Afrique commence à enregistrer et qui risquent de compromettre le développement durable du continent et amènent ce dernier à l'insécurité générale », a souligné la FBCP dans un communiqué du 13 septembre. Cette ONG motive son appréhension par les deux putschs orchestrés par des militaires proches du pouvoir dans certains pays africains.

L'organisation en appelle au président de l'Union africaine (UA) pour sa saisine de la CPI afin d'assurer au continent africain son avenir et son développement. « Les cas du Mali et de Guinée Conakry, des élections fiasco ici et là. Nous demandons une fois de plus l'implication du président en exercice de l'UA, M. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, président de la République démocratique du Congo, de s'impliquer pour que la CPI puisse se saisir des auteurs des putschs en Afrique et envisager des sanctions adéquates », a indiqué cette association à but non lucratif.

L.D.

ASSAINISSEMENT

Le projet « Kin elenda » boudé par les habitants de Mombele

Les anciens élèves de l'Institut technique agricole (ITA) de Mombele ont pris d'assaut, le 11 septembre, les installations de leur école pour y rencontrer le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukombe, et lui faire part de leurs critiques quant à l'installation d'une usine de traitement des matières fécales au sein de cette école.

Le Premier ministre devrait être accompagné de la ministre en charge de la Formation professionnelle, Antoinette Kipulu. Pour la deuxième vice-présidente de l'association des anciens de l'ITA, Naomi Nzeba, leur présence à l'école qui les a formés a été motivée par leur détermination à réitérer leur opposition au projet « Kin elenda » dont l'une des intentions est d'implanter une usine de traitement des matières fécales et boues de vidange au sein de cet établissement. « Ce dossier n'a pas commencé aujourd'hui. Mais, c'est grâce à Mme Antoinette Kipulu que le Premier ministre a eu échos de cette intention d'utiliser l'école pour installer cette usine de traitement de boues de vidange. Je trouve décevant que les gens, des responsables dans ce pays, se réunissent pour parler d'un projet tout simplement pour leurs intérêts personnels et égoïstes », a indiqué Naomi Nzeba.

Selon ces anciens élèves, la Banque mondiale, pourvoyeuse des fonds dans ce projet, aurait été flouée par les demandeurs qui ont usé de beaucoup de

contre-vérités pour obtenir son engagement. A en croire cette association, les études d'impact environnemental et de faisabilité menées avaient indiqué que le site choisi n'était pas approprié pour ce projet. Aussi, selon les textes légaux qui régissent ce secteur, ce projet devrait avoir le quitus de la population qui, dans le cas présent, n'avait jamais été consultée. « Les cibles de ce consultant n'ont été que des vieilles personnes, des veuves et des orphelins, qui ne pouvaient jamais dire non, étant donné qu'ils ne maîtrisent pas les conséquences de ce projet sur l'avenir et le devenir de ce coin de Mombele, dans la commune de Limete », a expliqué un autre membre de l'association.

La Banque mondiale, estime l'opinion, ne doit pas être dédouanée dans cette affaire qui semble être l'escroquerie du siècle étant donné qu'elle dispose des services pour vérifier les informations qui lui sont fournies, surtout quand il s'agit des projets de cette ampleur en termes d'argent et d'impact sur la population. « La Banque mondiale n'est pas innocente.

Ses structures sont au courant et savent bien ce qui se passe », a souligné un habitant de ce quartier visé pour l'installation du projet.

Un rendez-vous manqué

Les anciens de l'Institut technique agricole de Mombele et certaines autres associations dont S.O.S Kinshasa, les Amis de la nature et des jardins, etc., ont initié, il y a près d'un mois, une pétition contre ce projet. Plus de mille signatures ont déjà été recueillies et les initiateurs s'apprentent à l'introduire auprès des institutions et personnalités ciblées.

Pour les membres de ces associations, qui regrettent le rendez-vous manqué du 11 septembre avec le Premier ministre Lukonde, sa présence au sein de cette école allait leur permettre de lui étaler leurs préoccupations face à ce projet sur lequel plane le flou, notamment sur les vraies motivations de la partie demanderesse ainsi que sur l'accord donné par la Banque mondiale pour le financer. Toutefois, ces anciens élèves de l'Institut agricole de Mombele se disent prêts à aider la ville de Kinshasa et la Banque mondiale dans certains aspects du projet, précisément dans le choix du site pour l'installation de cette usine, etc.

Lucien Dianzenza

VERNISSAGE

David Katshiunga expose à Anvers

L'exposition de l'artiste, dénommée « Authenticité », se déroule du 10 au 14 septembre au Amuz, dans la ville d'Anvers, en Belgique.

David Katshiunga présente de nouvelles œuvres qui ont été créées comme traduction artistique du livre « Dochter van de dekolonisatie » (Fille de la décolonisation) de l'auteure Nadia Nsai. Pour la couverture de son livre, cette dernière a choisi « The Only », une œuvre de David Katshiunga. Nadia Nsai est politologue et co-curatrice de l'exposition '100 x Congo, un siècle d'art congolais à Anvers' au Museum aan de Stroom (MAS). Dans son livre, elle raconte son histoire familiale sur fond de colonisation et de décolonisation au Congo.

Parmi les œuvres exposées figure « Saxe-Cobourg » dans laquelle la princesse Elisabeth de Belgique tient un masque congolais. « Avec cet ouvrage, j'esquisse le rôle de la famille royale dans la colonisation. Une histoire douloureuse, mais cette image parle aussi d'espoir. Elisabeth représente l'avenir, la nouvelle génération de la famille royale. Son père Filip est le premier roi à s'excuser ouvertement pour ce qui s'est passé pendant la colonisation. Comment Elisabeth va-t-elle gérer ce passé colonial et quelle est sa position, par exemple, sur la restitution ou la restitution d'œuvres d'art congolaises, dont



L'artiste David Katshiunga tenant le livre de Nadia Nsai

il y a 5 000 rien qu'à Anvers ? », a déclaré David Katshiunga à gya.be, magazine belge d'expression néerlandaise.

En raison du lien fort entre les œuvres de Katshiunga et la littérature de Nsai, explique-t-on, l'exposition est un lieu de ren-

contre entre art visuel et écriture. « Je ne suis pas un grand lecteur, mais ce livre m'a profondément touché et m'a inspiré pour transformer les passages les plus remarquables en œuvres d'art. Bien sûr, j'étais très heureux quand Nadia a choisi une de

mes œuvres pour sa couverture. Mais non, je ne l'ai pas lu tout de suite. Je ne suis pas un grand



L'artiste David Katshiunga tenant le livre de Nadia Nsai

lecteur, mais je suis curieux. Quand je l'ai lu pour la première fois, j'ai été immédiatement attiré par l'histoire. Comme eux, j'ai émigré en Belgique quand j'étais enfant. Comme eux, j'ai eu du mal à m'adapter à une nouvelle société, étant le seul gar-

çon congolais de la classe. Mais je suis aussi 'l'autre' au Congo, ils reconnaissent vite l'occidental en moi. Cette étrange dualité de vie entre deux cultures m'a inspiré pour l'œuvre 'de Klas'. Nous devons tous apprendre à vivre ensemble, même si cela demande des efforts», a indiqué David Katshiunga.

L'artiste congolais a également fait savoir que ses parents ont toujours insisté pour qu'il fasse de son mieux afin de s'intégrer le plus rapidement et le mieux possible. « Rien n'a été dit sur ce qui s'est passé au Congo entre 1885 et 1960. A travers le livre de Nadia, j'ai soudain commencé à mieux comprendre les préjugés et l'image que les gens se font des Congolais. L'histoire des sept Congolais, par exemple, qui ont été exhibés comme des animaux dans un zoo lors de l'Exposition universelle de 1894, à Anvers, et qui sont finalement morts de privation, m'a profondément touché. Pourquoi ces personnes ont-elles été amenées ici ? Comment sont-elles mortes et pourquoi personne ne sait ce qui leur est arrivé ? Je veux raconter cette histoire ouvertement. Et j'espère que le travail que j'en ai fait pourra motiver le conseil d'administration d'Anvers à organiser une commémoration », a ajouté David Katshiunga.

Patrick Ndungidi

COVID-19

Le couple présidentiel se fait vacciner

C'est à la Clinique présidentielle de la cité de l'Union africaine que le couple présidentiel de la République démocratique du Congo (RDC) a reçu, le 12 août dans la soirée, sa première dose du vaccin contre la covid-19.

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, et la première dame, Denise Nyakeru, se sont présentés devant l'équipe du Programme élargi de vaccination (PEV) affectée à la clinique présidentielle. Après l'évaluation des signes vitaux et le règlement des formalités administratives d'usage, le chef de l'Etat et son épouse ont reçu chacun une piqûre du vaccin à l'épaule gauche, en présence du ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Mbungani; du conseiller spécial du président chargé de la couverture maladie universelle, le Dr Roger Kamba; et du médecin directeur de la clinique présidentielle de la cité de l'Union africaine, le Dr Kangudia.

Dans une interview exclusive accordée à la presse présidentielle, le chef de l'Etat s'est dit soulagé d'avoir pris sa première dose. Il a aussi lancé un appel à ses compatriotes pour les inviter à faire de même. « Le vaccin reste la solution la mieux indiquée pour



« Le vaccin reste la solution la mieux indiquée pour l'instant face à la covid-19... Pour avoir perdu plusieurs parents et proches, je suis mieux placé pour témoigner sur les ravages causés par cette pandémie »,

l'instant face à la covid-19 », a-t-il déclaré. « Pour avoir perdu plusieurs parents et proches, je suis mieux placé pour témoigner sur les ravages causés par cette pandémie », a-t-il conclu.

Par ce geste, le couple présidentiel a lancé la deuxième phase de vaccination. Le même jour, le conseiller spécial en charge de la Couverture maladie universelle a confirmé la présence en RDC de plus de deux cent cinquante mille doses supplémentaires du vaccin Moderna. Ce lot s'ajoute à celui des vaccins Astra-zeneca encore disponibles. Par ailleurs, l'équipe présidentielle a annoncé l'arrivée à Kinshasa, dans les prochaines semaines, de plusieurs milliers de doses de Johnson & Johnson ainsi que de Pfizer. Le président de la République a mis à la disposition des membres du gouvernement, de ses collaborateurs ainsi que d'autres personnalités de la République sa clinique présidentielle pour la vaccination.

Alain Diasso

SERVICE NATIONAL

Les camps militaires désormais dotés des cantines de vente des produits agricoles

Devant les officiers généraux et supérieurs des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et de la police nationale réunis au camp militaire Tshatshi, le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, accompagné de la première dame, Denise Nyakeru, a inauguré, le 12 août, les cantines de vente des produits agricoles du Service national au bénéfice des militaires et des policiers.

Les points de vente seront, dans un premier temps, opérationnels au camp Tshatshi, au camp Badiadingi, au camp Kabila, au camp Lufungula et au camp Ceta pour la ville de Kinshasa, et les camps Est et Kimbembe dans la ville de Lubumbashi. Vendue à 18 000 FC le sac de 25 kilos, la farine de maïs constitue la récolte de la dernière saison au centre Laurent-Désiré-Kabila (ex Kaniama-kasese) et Lovo, dans le Kongo central, relancés par le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Trois allocutions ont marqué cette cérémonie devant l'esplanade du camp Tshatshi, en présence de plusieurs centaines d'épouses et enfants des militaires.

Dans son mot de bienvenue, le commandant de la Garde républicaine, le général-major Christian Tshiwewe, a loué cette initiative du chef de l'Etat qui participe à l'amélioration de la situation sociale des hommes des troupes. « Ce geste de bienveillance du couple



L'ambiance au camp Tshatshi à l'occasion de l'installation des cantines populaires

présidentiel s'ajoute aux précédentes réalisations au profit des militaires et leurs dépendants, notamment la réhabilitation des écoles, l'adduction d'eau potable, l'éclairage public ainsi que l'érection d'un hôpital de référence dans les camps militaires », a-t-

il dit.

Pour sa part, le commandant du Service national a fait part de sa satisfaction face à l'implication personnelle du chef de l'Etat dans la relance de ce service paramilitaire créé en 1997 par le président Laurent Désiré Kabila. Selon le général Jean-Pierre Ka-

songo, la production devrait s'accroître lors des prochaines saisons culturelles à Kaniama-Kasese et à Lovo. Grâce aux moyens mobilisés par le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le Service national, a-t-il ajouté, s'occupe de l'enca-drement et la préprofession-

nalisation de plusieurs centaines de jeunes délinquants (Kulunas) venus en sept vagues de Kinshasa.

Le chef d'état-major général des FARDC, le général Célestin Mbala, a salué cette action salvatrice pour les hommes des troupes et ceux engagés dans des opérations. Tout en félicitant le Service national, il a émis le vœu de voir s'accroître la production afin de servir toutes les garnisons militaires du pays. Après la visite des lieux, le président de la République a instruit les services des ventes de veiller à l'accès équitable de toutes les familles à ces produits.

C'est pour la deuxième fois, depuis son arrivée à la magistrature suprême, que le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo visite les camps Tshatshi. En février 2019, il avait pris l'engagement de réhabiliter plusieurs infrastructures d'intérêt commun. Toutes les promesses ont été réalisées à la grande satisfaction des bénéficiaires.

A.D.

CRISE LIBYENNE

L'Algérie salue la détermination de Denis Sassou N'Guesso

Le chef de l'Etat congolais, président du comité de haut niveau de l'Union africaine sur la crise libyenne a reçu, le 11 septembre à Brazzaville, le ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra. Ce dernier est venu lui rendre compte des conclusions de la récente réunion sur la Libye tenue en août dernier, à Alger.

« Nous avons fait, au cours de notre échange, un point important relatif à la Libye. Je repars d'ici très encouragé par la détermination du président Denis Sassou N'Guesso de continuer à assumer avec beaucoup de conviction, de dévouement, sa tâche exaltante de président de ce comité qu'il mène au nom de toute l'Afrique et pour tout le peuple libyen », a déclaré le diplomate algérien au sortir de l'audience.

« Nous sommes en droite ligne par rapport à l'échéance fixée par la communauté internationale, celle des élections devant se tenir le 24 décembre prochain, mais il y a un certain nombre de défis à prendre en charge, dont le président Sassou en est parfaitement conscient », a ajouté Ramtane Lamamara.

Le chef de la diplomatie algérienne a également transmis au chef de l'Etat congolais le message de son homologue algérien, Abdelmadjid Tebboune. Un



Denis Sassou N'Guesso s'entretenant avec Ramtane Lamamra

message relatif au renforcement de l'excellence des relations diplomatiques et de coopération qu'entretiennent le Congo et l'Algérie, ainsi qu'aux efforts que les deux Etats déploient dans la lutte contre la pandémie à coronavirus.

Rappelons que sept pays voisins de la Libye (Algérie, Egypte, Tunisie, Soudan, Niger, Tchad, la République du Congo) ont participé, les 30 et 31 août, à une

réunion en vue d'établir une feuille de route pour la tenue des élections en Libye dans les délais prévus, et de parvenir à une paix durable. Le commissaire de l'Union européenne à la paix et à la sécurité, le secrétaire général de la Ligue arabe, et l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, Jan Kubis, ont également assisté à cette réunion.

Au terme des travaux, les

participants avaient convenu, entre autres, de « coordonner leurs efforts collectifs envers toutes les parties libyennes pour mettre fin à la crise, conformément au processus établi par l'ONU », d'envoyer une délégation ministérielle en Libye, pour s'entretenir avec toutes les parties, dans le but d'évaluer le processus politique qui précède les élections prévues le 24 décembre

prochain. Ils avaient appelé également au retrait de toutes les forces étrangères, combattants et mercenaires étrangers, conformément à la résolution 2570 du Conseil de sécurité de l'ONU telle que stipulée dans l'accord de cessez-le-feu permanent, avec la nécessité d'inclure pleinement les pays voisins dans les pourparlers ou les processus lancés à cet égard.

Yvette Reine Nzaba

EXPOSITION

Le septième Salon international d'art contemporain à Paris

En respect des codes sanitaires en vigueur, entre échange direct et partage des émotions avec les artistes et galeries, le Pavillon 5 du Palais d'exposition de la Porte de Versailles a accueilli le septième Salon d'art contemporain, du 10 au 12 septembre.

Après le traumatisme de 2020 lié à la pandémie de la covid-19, les férus d'art, les collectionneurs ainsi que les néophytes ont pu enfin rencontrer les artistes en direct et partager avec eux leurs univers singuliers.

« Le Bassin du Congo détient des richesses artistiques. A nous de les mettre en valeur au même titre que nos minerais à l'heure de la diversification de nos économies de la sous-région »,



Stand Galerie d'art contemporain Symbiose Design au 7e Salon d'art 2021/Crédit photo : Marie Alfred Ngoma

Parmi ces nombreux talents (peintres, sculpteurs, photographes...) des découvertes art3f, la Galerie d'art contemporain Symbiose Design a présenté une sélection des œuvres d'artistes peintres sculpteurs du Gabon et de la République démocratique du Congo. « Le Bassin du Congo détient des richesses artistiques. A nous de les mettre en valeur au même titre que nos minerais à l'heure de la diversification de nos économies de la sous-région », a confié la promotrice de la galerie lors de la clôture du salon. Vivement la prochaine édition, en novembre à Bordeaux, pour une nouvelle détente et un nouveau partage culturel !

Marie Alfred Ngoma